

30.4. La clause de non-concurrence

La clause de non-concurrence inscrite dans un contrat de travail est celle par laquelle le salarié s'interdit, pour le temps qui suit son départ de la société, d'exercer des activités similaires afin de ne pas porter atteinte aux intérêts de l'ancien employeur en exploitant une entreprise personnelle.

La clause de non-concurrence doit être écrite et ne concerne que le salarié disposant, au moment de son départ, d'un revenu annuel brut supérieur à 46.708,52 € (ind. 685,17) .

Si le salaire annuel du salarié dépasse ce montant, la clause de non-concurrence ne produira cependant ses effets qu'aux conditions suivantes :

- Elle doit se rapporter à un secteur professionnel déterminé et à des activités similaires à celles de l'employeur.
- Elle ne peut avoir une durée de plus de 12 mois après la date de fin du contrat.
- Elle doit être limitée géographiquement aux localités où le salarié peut faire une concurrence réelle à l'employeur et ne peut en aucun cas s'étendre au-delà du territoire national.

La clause de non-concurrence est inapplicable lorsque l'employeur a résilié le contrat sans y être autorisé ou sans avoir respecté les délais de préavis légaux.